

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/W/66

25 octobre 1995

(95-3267)

Comité des pratiques antidumping

Original: espagnol

REPONSES AUX QUESTIONS POSEES PAR LES COMMUNAUTES EUROPEENNES¹ AU SUJET DE LA NOTIFICATION DES LOIS ET REGLEMENTS DU MEXIQUE²

La Mission permanente du Mexique a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 15 septembre 1995.

Questions posées par l'Union européenne au sujet de la mise en oeuvre de l'Accord antidumping de 1994 par le Mexique dans le cadre de sa législation nationale

Réponse à la question 1

Selon l'article 133 de la Constitution des Etats-Unis du Mexique, la Constitution et les lois adoptées par le Congrès, ainsi que les traités qui sont conformes à la Constitution, conclus par le Président de la République après approbation par le Sénat, sont les textes suprêmes de toute l'Union.

Au Mexique, les traités sont directement appliqués, ce qui signifie qu'un acte législatif n'est pas nécessaire après leur promulgation pour qu'ils soient mis en oeuvre et qu'ils soient incorporés directement au droit interne. L'Accord sur la mise en oeuvre de l'article VI et l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires de l'OMC, qui remplissent les conditions énoncées au paragraphe précédent, font partie de la législation mexicaine en matière de pratiques déloyales depuis le 1er janvier 1995, date de leur entrée en vigueur. Les autorités mexicaines sont donc tenues d'en respecter les dispositions, au même titre que celles de la Loi sur le commerce extérieur.

Il importe de souligner que l'article 2 de la Loi sur le commerce extérieur prévoit qu'en cas de contradiction entre les deux textes, ce sont les dispositions de l'Accord antidumping qui prévalent.

Les réformes requises pour adapter toute la législation en matière de mesures antidumping et de subventions de façon à rendre les textes plus clairs et à éviter toute ambiguïté sont en cours d'élaboration, et les projets correspondants seront soumis l'année prochaine à l'organe législatif.

¹G/ADP/W/13.

²G/ADP/N/1/MEX/1 et G/SCM/N/1/MEX/1.

Réponse à la question 2

On l'a vu, des réformes de la législation nationale en la matière sont en cours afin d'éviter tout risque de divergence avec les Accords du GATT de 1994. Par ailleurs, selon ce qui est dit dans la réponse à la question précédente, l'autorité chargée de l'enquête devra appliquer en l'espèce la règle énoncée dans la note de bas de page 2 relative à l'article 2.2 de l'Accord antidumping. Il importe de souligner que le libellé de cette règle autorise des exceptions puisqu'il prévoit qu'une proportion de 5 pour cent sera d'application "normalement". Il ressort donc de ce texte que, dans des cas particuliers, la représentativité peut être fondée sur des pourcentages différents.

Réponse à la question 3

Le paragraphe IX de l'article 46 du Règlement d'application concerne des frais comme les frais de restructuration. Ces frais sont répartis sur un exercice déterminé; c'est pourquoi, d'un point de vue purement comptable, ils font partie du coût de production global pour l'exercice considéré. Cependant, d'un point de vue économique, le fait d'inclure les frais de restructuration dans les coûts "une fois pour toutes" peut être source de distorsions. D'une part, les coûts qui en résultent sont tellement élevés que les ventes intérieures semblent se faire à perte. D'autre part, la valeur construite obtenue par accumulation de ces coûts est tellement élevée que toutes les transactions à l'exportation semblent faire l'objet d'un dumping. Ce qui est certain, c'est que les producteurs ne peuvent pas fixer leurs prix de vente à un niveau suffisamment élevé de façon à absorber la totalité des frais de restructuration, car ils s'en trouveraient écartés du marché.

La règle susvisée a pour objet de permettre de répartir les frais de restructuration dans le temps de la même manière que les frais d'amortissement, de sorte que la période couverte par l'enquête absorbera uniquement l'amortissement correspondant à l'année considérée (soit 1/15 des frais de restructuration globaux pour un amortissement sur 15 ans). Toutefois, si l'on ne considérait que les frais de restructuration encourus au cours de la période visée par l'enquête, la règle ci-dessus serait toujours à l'avantage de l'exportateur: les frais de restructuration correspondant à la période couverte par l'enquête seraient répartis entre cette période et les périodes suivantes et le coût de production global estimé pour la première période diminuerait invariablement.

Pour faire en sorte que l'application de cette règle ait des effets neutres, les frais de restructuration encourus avant la période visée par l'enquête sont également pris en considération. La période couverte par l'enquête peut absorber 1/15 des frais de restructuration comptés pour cette période, 1/15 des frais de restructuration comptés cinq ans auparavant et 1/15 de ceux comptés dix ans auparavant. On le voit, cette règle est destinée à assurer le même traitement à toutes les parties en cause.

Cette règle est parfaitement compatible avec l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping, qui stipule que "les frais seront ajustés de manière appropriée en fonction des éléments non renouvelables des frais dont bénéficie la production future et/ou courante".

Réponse à la question 4

Avant de répondre à cette question, il convient de préciser qu'il y a une erreur de traduction. Le texte espagnol du paragraphe XI de l'article 46 du Règlement d'application ne contient pas l'expression "efectos transitorios". La phrase dit en fait: "cuando ... (el) margen de utilidad ... no refleje una condición de largo plazo, sino una situación transitoria o coyuntural" (dans la version anglaise: "when ... (the) profit margin ... does not reflect a long-term condition, but a situation which is temporary in nature").

Cela étant, la disposition de l'Accord antidumping sur laquelle le Mexique se fonde pour ne pas tenir compte de certaines données en raison d'une "phase transitoire" est l'article 2.2.2. Il importe néanmoins de préciser que dans le cas visé à l'article 46.XI du Règlement d'application il ne s'agit pas de ne pas tenir compte des données réelles, mais au contraire d'y ajouter des renseignements financiers complémentaires (émanant de toute évidence de l'exportateur qui fait l'objet de l'enquête) par rapport à ceux qui correspondent à la période couverte par l'enquête.

Réponse à la question 5

En règle générale, les entreprises de commercialisation ne vendent pas sur le marché intérieur, mais seulement sur les marchés d'exportation. Si une entreprise de commercialisation achète uniquement des produits à des prix inférieurs aux coûts (en solde ou d'occasion, par exemple) ses prix de revente sur les marchés extérieurs tendront à être les mêmes ou la différence entre les prix à l'exportation sera peu importante. Cela signifie que, si la valeur normale pour ces entreprises était calculée sur la base d'un prix à l'exportation vers un pays tiers, elle aurait tendance à être très semblable aux prix à l'exportation à destination du marché mexicain, et les marges de dumping seraient très proches de zéro, voire négatives. Mais ce serait là un contresens parce que toutes les marchandises en question auraient été vendues initialement à perte.

Selon la règle contenue à l'article 47 du Règlement d'application, la valeur normale ne peut pas être établie sur la base des prix de revente de produits achetés à des prix inférieurs aux coûts. Cette disposition est tout à fait compatible avec l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping, qui prévoit que les frais à prendre en compte dans la détermination de la valeur normale "seront normalement calculés sur la base des registres de l'exportateur ..., à condition que ces registres ... tiennent compte raisonnablement des frais associés à la production et à la vente du produit considéré".

Réponse à la question 6

La vente entre parties liées peut se traduire par des prix à l'exportation exceptionnellement bas ou exceptionnellement élevés. Dans la première hypothèse, l'entreprise qui effectue la vente préférerait enregistrer ses bénéfices dans le pays importateur plutôt que dans le pays exportateur, ce qui fait que le prix de vente aux parties non liées dans le pays importateur serait plus élevé que le prix à l'exportation. Dans la seconde, le produit considéré serait exporté vers un autre pays à des prix qui ne sont pas des prix de dumping mais le dumping interviendrait au moment de la vente, après que le produit aurait été déclaré pour la mise à la consommation dans le pays importateur. C'est ce qu'on appelle en anglais "hidden dumping" (dumping occulte), pratique visée par la disposition additionnelle relative à l'article VI de l'Accord général, contenue à l'annexe 1 dudit accord. Dans ce cas, le prix à l'exportation serait plus élevé que le prix de vente dans le pays importateur, et les distributeurs encourraient des pertes. A long terme, la perte serait insoutenable à moins d'être absorbée par l'entreprise mère dans le pays d'exportation. C'est là l'arrangement compensatoire visé à l'article 50 du Règlement d'application. Mais le seul fait que l'exportateur et l'importateur soient liés n'est pas une condition suffisante pour que l'on puisse partir de l'hypothèse que les prix de vente de l'un et de l'autre ne sont pas fiables.

Réponse à la question 7

Selon la législation, lorsque le calcul du prix à l'exportation affecte la comparabilité avec la valeur normale, celle-ci peut être ajustée à un niveau commercial équivalant à celui du prix à l'exportation. Cela peut se faire de diverses manières. Supposons par exemple que toutes les ventes intérieures se fassent entre parties liées, si bien qu'aucune ne puisse être considérée comme une opération commerciale normale. Pour calculer la valeur normale, on pourrait remplacer le prix de ces ventes par la valeur construite. Cependant, du point de vue du calcul de la marge de dumping, cela équivaldrait

à comparer la valeur construite et le prix à l'exportation après ajustement, même si les ventes sur les deux marchés s'étaient faites dans des conditions identiques (vente à des parties liées). Dans ce cas, au sens de l'article 2.4 de l'Accord antidumping, le prix intérieur pourrait être ajusté de la même manière que le prix à l'exportation (c'est-à-dire calculé sur la base du prix de vente au premier client non lié), afin de comparer ces deux prix sur des bases comparables.

Réponse à la question 8

L'article 36 de la Loi sur le commerce extérieur prévoit qu'en matière d'ajustement des prix il sera procédé aux ajustements "nécessaires". L'article 2.4 de l'Accord antidumping quant à lui stipule qu'"il sera dûment tenu compte dans chaque cas, selon ses particularités, des différences affectant la comparabilité des prix". Ces formules sont analogues. Par ailleurs, les règles relatives aux ajustements sont énoncées aux articles 54 (ajustements pour tenir compte des différences imputables aux conditions de vente), 55 (ajustements pour tenir compte des différences de quantités), 56 (ajustements pour tenir compte des différences en ce qui concerne les caractéristiques physiques) et 57 (différences concernant la charge fiscale) du Règlement d'application de la Loi sur le commerce extérieur.

Réponse à la question 9

L'article 55 porte sur les ajustements effectués pour tenir compte des différences de quantités. Le texte est clair; cependant, pour en faciliter la compréhension, on peut l'expliquer comme suit: le paragraphe I prévoit que, lorsqu'il existe un schéma de différenciation des prix en fonction de la quantité des achats, la marge de discrimination en matière de prix doit être calculée par niveaux (catégories de volume), c'est-à-dire par exemple en comparant la valeur normale de produits d'un volume élevé et le prix à l'exportation de produits d'un volume élevé. Le paragraphe II prévoit que, lorsque le volume de certaines ventes intérieures n'est pas similaire à celui des ventes à l'exportation, les prix de ces dernières doivent être ajustés en fonction des prix sur le marché intérieur de ventes comparables en termes de volume aux ventes à l'exportation. Par exemple, s'il n'y a pas de ventes à l'exportation de faible volume, les prix des ventes intérieures de faible volume doivent être ajustés par rapport aux prix des ventes intérieures de fort volume (en partant de l'hypothèse qu'en fait toutes les ventes à l'exportation se font à ce niveau).

Le paragraphe III énonce un certain nombre de règles limitatives. L'alinéa A concerne les marchés fictifs. L'alinéa B prévoit que le schéma de différenciation en fonction du volume doit être appliqué de manière cohérente, ce qui signifie qu'il faut démontrer que les prix des ventes de fort volume sont toujours plus bas que les prix des ventes de faible volume. On trouvera ci-joint une copie de la décision finale rendue dans l'enquête antidumping sur le papier coquille, dit "bond". Cette affaire donne une idée complète de l'application des diverses dispositions de l'article 55 du Règlement d'application.

Réponse à la question 10

Les frais généraux sont les mêmes pour tous les produits. Par conséquent, même si les différences concernant les caractéristiques physiques affectaient les frais généraux, cela n'expliquerait pas que les prix diffèrent d'un produit à l'autre.

Réponse à la question 11

L'article 58 du Règlement d'application est conforme à l'article 2.4.1 de l'Accord antidumping de 1994, mais le second contient des règles plus précises concernant les ajustements ou la conversion de monnaies.

S'il est vrai que le texte mexicain énonce simplement la règle générale et non des exceptions ou des règles plus spécifiques, on ne peut pas parler de contradiction avec l' Accord antidumping puisque celui-ci fait partie de la législation en la matière et que les autorités mexicaines sont tenues de l' appliquer.

Réponse aux questions 12 et 13

L'autorité chargée de l'enquête est tenue d'appliquer les règles de l'article 5.4 de l' Accord antidumping de 1994, pour les raisons exposées dans la réponse à la question 1.

Pour que l'article 62 du Règlement soit d'application, il faut que les producteurs nationaux qui estiment pouvoir agir en qualité de demandeurs démontrent à l'autorité chargée de l'enquête s'ils se trouvent ou non dans cette situation. En outre, il est dit expressément dans le dernier paragraphe de cet article "cette disposition sera appliquée compte tenu des engagements ... dans le cadre des conventions ou traités internationaux". Le texte est donc entièrement conforme à l' Accord antidumping.

Réponse à la question 14

Si l'article 64.III du Règlement d'application ne fait pas mention de l' "importance de la marge de dumping", ce facteur étant prévu à l'article 3.4 de l' Accord antidumping de 1994, l'autorité chargée de l'enquête doit en tenir compte pour les raisons exposées dans la réponse à la question 1.

Réponse à la question 15

Si le critère *de minimis* concernant la marge de dumping et le volume des importations, énoncé aux articles 3.3 et 5.8 de l' Accord antidumping de 1994, n'est pas prévu à l'article 67 du Règlement d'application, cette lacune est comblée du fait que les autorités mexicaines sont tenues d'appliquer l' Accord pour les raisons exposées dans la réponse à la question 1.

Réponse à la question 16

Les termes utilisés à l'article 68 du Règlement d'application correspondent aux termes utilisés à l'article 3.7 de l' Accord antidumping de 1994, qui prévoit que "la détermination concluant à une menace de dommage important se fondera sur des faits, et non pas seulement sur des allégations, des conjectures ou de lointaines possibilités".

Dans la pratique, le Mexique a toujours appliqué les critères énoncés à l'article 68 du Règlement d'application et l'entrée en vigueur de l' Accord antidumping et de l' Accord sur les subventions et les mesures compensatoires n'entraîneront donc pas de modifications importantes en ce qui concerne les enquêtes.

L'expression "laissent raisonnablement prévoir" contenue à l'article 68 du Règlement d'application signifie que l'autorité chargée de l'enquête doit être en possession d'éléments qui lui permettent de conclure qu'il est possible que les cas envisagés aux paragraphes I et II de l'article 42 de la Loi ainsi qu'à l'article 3.7 de l' Accord antidumping et à l'article 15.7 de l' Accord sur les subventions et les mesures compensatoires se présentent.

L'article 68 du Règlement d'application de la Loi sur le commerce extérieur est entièrement compatible avec l'article 3.7 de l' Accord antidumping. L'emploi de l'expression "laissent raisonnablement penser" ne pose pas vraiment de problème, il signifie simplement que la probabilité doit être établie sur des bases objectives.

Réponse à la question 17

Le texte du dernier paragraphe de l'article 75 du Règlement d'application est conforme à celui de l'article 5.9 de l'Accord antidumping de 1994, puisque les deux expressions ont exactement le même sens; il n'y a donc aucune contradiction entre les textes et aucune modification n'est nécessaire.

Réponse à la question 18

Il convient de souligner que l'obligation d'aviser le gouvernement du Membre exportateur concerné avant de procéder à l'ouverture d'une enquête est énoncée à l'article 5.5 de l'Accord antidumping de 1994.

Cette obligation n'est pas prévue dans les articles de la Loi sur le commerce extérieur et du Règlement d'application dont il est fait mention; mais pour les raisons qui ont été exposées dans la réponse à la question 1, les autorités mexicaines sont tenues d'observer les dispositions de l'article 5.5 de l'Accord antidumping de 1994.

Par ailleurs, l'article 53 de la Loi sur le commerce extérieur est conforme aux dispositions de l'article 6.1.3 de l'Accord antidumping, et aux conditions prévues dans le texte.

Réponse à la question 19

L'article 76 du Règlement d'application habilite l'autorité chargée de l'enquête à prolonger la durée de l'enquête, si elle le juge nécessaire. Si elle en décide ainsi et qu'elle institue des droits compensateurs, l'autorité en question se fondera sur les résultats obtenus aussi bien pour la période initiale que pour la période élargie. Il est évident que la décision doit être dûment motivée et que les parties seront invitées à présenter des renseignements complémentaires portant sur cette période.

Réponse aux questions 20 et 21

L'article 12.1.1 de l'Accord antidumping alinéas iii) et iv) prévoit que tout avis au public concernant l'ouverture d'une enquête contiendra la "base sur laquelle est fondée l'allégation de l'existence d'un dumping dans la demande" et un "résumé des facteurs sur lesquels est fondée l'allégation de l'existence d'un dommage"; l'article 80.II du Règlement d'application requiert quant à lui que tout avis au public concernant l'ouverture d'une enquête contienne "les considérants et l'exposé des motifs de la décision". Le terme "motifs" recouvre tous les arguments, raisonnements, faits et facteurs pris en compte par l'autorité chargée de l'enquête pour, dans le cas particulier, ouvrir l'enquête. Parmi ces arguments, raisonnements, faits et facteurs figurent tous les éléments de conviction sur lesquels est fondée l'ouverture de l'enquête, indépendamment de ceux qui ont été présentés par les demandeurs ou que l'autorité a pu obtenir par d'autres moyens.

Avant de rendre publique l'ouverture de l'enquête, l'autorité compétente s'assure que cette condition est remplie, de même que toutes celles qui sont requises par la législation applicable en ce qui concerne l'ouverture d'une enquête; ce qui signifie qu'au moment de la publication de l'avis d'ouverture de l'enquête la représentativité de la branche de production nationale est attestée dans le dossier.³

³Voir les décisions, quelles qu'elles soient, rendues par le Secrétariat au commerce et au développement industriel.

Réponse aux questions 22 et 23

Il semble y avoir une confusion sur ce point, étant donné que les réunions d'information techniques ont pour objet de présenter en détail les calculs et les méthodes employés par l'autorité chargée de l'enquête pour rendre sa détermination.

La demande concernant les réunions d'information techniques doit être présentée par la partie intéressée dans les cinq jours qui suivent la publication d'une décision préliminaire ou finale.

Le fait de ne pas assister à de telles réunions ne peut pas avoir de conséquences défavorables pour les exportateurs, puisque ce sont les parties qui demandent l'organisation de ces réunions.

Réponse aux questions 24 et 25

Aucune audience de conciliation n'a encore eu lieu à ce jour.

Réponse aux questions 26, 27 et 28

À la différence de la législation de l'Union européenne, qui prévoit que le droit antidumping "... doit être inférieur à cette marge si ce montant inférieur est suffisant pour éliminer le préjudice causé à la branche de production", la Loi sur le commerce extérieur stipule que "les droits compensateurs pourront être inférieurs à la marge ...", l'Accord antidumping de 1994 qu'"il est souhaitable ... que le droit soit moindre que la marge ..."; en d'autres termes, la fixation d'un droit inférieur à la marge n'a rien d'obligatoire. Le Mexique a néanmoins élaboré un certain nombre de règles pour mettre en oeuvre cette disposition. On en trouvera un rapide aperçu ci-après.

Le principe sur lequel sont fondées les règles relatives à l'établissement d'un droit inférieur à la marge est le suivant: les prix des exportations faisant l'objet d'un dumping peuvent avoir des incidences sur les prix des produits nationaux, et soit les faire baisser, soit les lier par rapport à un prix international non faussé; auquel cas les prix réels des produits nationaux sont inférieurs au niveau qu'ils devraient atteindre en l'absence de dumping.

Si l'autorité mexicaine chargée de l'enquête établit une détermination concluant à l'existence d'un dumping, elle calcule le droit compensateur qui serait suffisant pour amener le prix des exportations faisant l'objet d'un dumping au niveau du prix international pertinent sur le marché intérieur.

Afin de fixer le montant nécessaire pour éliminer le dommage causé par le dumping, on fixe un prix international pertinent (qui est un prix international non faussé d'un produit livré au Mexique) qui sert de référence pour calculer le prix des produits nationaux en l'absence de dumping. L'autorité chargée de l'enquête détermine si le prix des produits nationaux en l'absence de dumping correspondrait à un prix à l'exportation équivalant à la valeur normale dans le pays exportateur, au prix à l'exportation des produits faisant l'objet d'un dumping ou à un prix intermédiaire, après quoi:

- i) Si le prix international pertinent est égal à la valeur normale, elle fixe un droit équivalent à la marge de dumping. S'il n'est pas possible d'établir un prix international non faussé, c'est la valeur normale du produit exporté par l'exportateur qui fait l'objet de l'enquête qui est réputée être le prix international pertinent et le droit compensateur est donc égal à la marge de dumping.
- ii) Si le prix international pertinent se situe entre la valeur normale et le prix du produit exporté faisant l'objet d'un dumping, l'autorité compétente fixe un droit compensateur suffisant pour amener le prix du produit exporté faisant l'objet d'un dumping au niveau

du prix international (c'est la *règle du droit moindre*, qui a été appliquée notamment dans l'affaire de la diiodohydroxyquinoléine concernant l'Inde et l'affaire du tripoliphosphate de sodium concernant l'Espagne).

- iii) Si le prix international pertinent est identique au prix à l'exportation, le dumping ne cause pas de dommage; les exportateurs qui établissent une discrimination en matière de prix pénètrent sur le marché international aux mêmes prix que les autres exportateurs et les produits nationaux sont donc confrontés à des prix qui sont ceux avec lesquels ils se trouveraient en concurrence de toute manière (voir l'affaire de la farine de poisson concernant le Chili et du papier coquille, dit "bond", concernant les Etats-Unis).

L'application de cette formule se heurte à la difficulté de déterminer le prix international pertinent. Pour les matières premières et les produits de base, le marché est relativement fluide, ce qui fait que les prix des transactions se situent dans des fourchettes étroites et que l'on peut se fonder sur les cours des bourses de produits; mais il n'en va pas de même pour les produits différenciés, et l'absence de définition d'un prix international pertinent pour ces produits-là est souvent un obstacle majeur qui s'oppose à l'application de cette formule.

Par ailleurs, il est évident que la référence aux prix internationaux n'a d'intérêt que pour les marchés où les distorsions sont relativement peu importantes. Ainsi, l'autorité chargée de l'enquête ne prendrait pas le prix international du sucre ou des produits laitiers comme prix international pertinent.

En ce qui concerne la question 28, comme il ressort de l'exposé qui précède, la détermination instituant un droit inférieur à la marge suppose nécessairement que l'on se fonde sur un niveau de prix donné et, par conséquent, sur une "marge de réduction ou de limitation des prix" du produit national similaire (le Mexique ne se réfère pas comme le fait l'Union européenne à cette différence de prix, c'est-à-dire à la "marge de dommage").

Réponse aux questions 29, 30 et 31

En principe, l'ouverture de l'enquête est publiée au Journal officiel de la Fédération. La ou les parties qui font l'objet de l'enquête ou, selon le cas, le gouvernement étranger considéré, sont avisés immédiatement après. Dans un délai maximum de 60 jours ouvrables à compter de la publication de l'avis d'ouverture de l'enquête, les parties en cause doivent faire valoir leurs droits. Ensuite, dans un délai maximum de 130 jours ouvrables à compter de l'ouverture de l'enquête, l'autorité compétente doit publier la décision définitive au Journal officiel de la Fédération et aviser les parties intéressées qui lui sont connues.

Des droits compensateurs peuvent être appliqués dans trois cas: i) introduction sur le territoire national de pièces ou composants destinés à l'assemblage, sur ce territoire, de marchandises soumises à des droits provisoires ou définitifs dans l'intention d'éluder le paiement desdits droits; ii) assemblage, dans un pays tiers, à l'aide de pièces ou de composants d'un produit fini importé ensuite sur le territoire national, dans le but d'éluder le paiement d'un droit compensateur; et iii) exportation de marchandises présentant des différences physiques relativement mineures par rapport aux marchandises soumises à des droits compensateurs provisoires ou définitifs, dans le but d'éluder le paiement desdits droits.

Il n'est procédé à une enquête concernant le contournement du paiement des droits compensateurs que si l'un des cas visés à l'article 71 de la Loi se présente.

Si les instruments qui constituent l'Acte final reprenant les résultats des négociations commerciales multilatérales du Cycle d'Uruguay ne contiennent pas de dispositions en la matière, ils ne contiennent pas davantage de dispositions qui contredisent ou qui interdisent ce qui est prévu à l'article 71 de la

Loi et à l'article 96 du Règlement d'application. Il est à noter que la question est à l'examen à l'Organisation mondiale du commerce, puisqu'elle a été portée devant le Comité des pratiques antidumping au titre de la Décision sur l'anticonournement. Lorsque la question aura été réglée le Mexique appliquera la décision correspondante comme il l'a fait pour les autres règles de l'Organisation mondiale du commerce.

Réponse à la question 32

Ni la Loi sur le commerce extérieur ni le Règlement d'application ne contiennent de dispositions se rapportant à l'article 9.5 de l'Accord antidumping de 1994. Cependant, pour les raisons exposées dans la réponse à la question 1, l'autorité chargée de l'enquête est tenue d'appliquer les dispositions de cet article relatives au réexamen concernant les nouveaux exportateurs.

Indépendamment de ce qui précède, le Secrétariat élabore les modifications nécessaires pour rendre la Loi sur le commerce extérieur et son Règlement d'application conformes à l'Accord antidumping et à l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires.